MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES
# Maroc

Une publication du SER de Rabat
2 novembre au 13 novembre 2026

## Le chiffre à retenir

**10,5 %**

**Taux de chômage**

**Le taux de chômage s'établit à 10,5 % au troisième trimestre, contre 9,6 % au deuxième trimestre 2026.** La hausse du chômage est particulièrement concentrée en milieu rural (+1,5 point), sur les femmes (+1,9 point), et sur les 15-24 ans (+3,3 points).

**En matière d'activité,** le nombre de personnes en activité – soit en emploi contre revenu ou en recherche active – a baissé de 70 000 personnes par rapport au trimestre précédent. Au global, le taux de participation à la main-d'œuvre est passé de 42,2 % à 41,8 %. La baisse est particulièrement marquée en milieu rural (-1,0 point), chez les hommes (-0,8 point), chez les jeunes (-1,1 point) et pour les personnes avec un diplôme intermédiaire (-3 points).

**En matière d'emploi, le volume de personnes en emploi contre revenu s'est réduit de 173 000 postes au troisième trimestre**, dont 148 000 en milieu rural. Alors que 69 000 postes ont été créés dans l'industrie, 145 000 postes ont été perdus dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, ainsi que 96 000 postes dans les services et 3 000 postes dans la construction.

Le chômage a augmenté dans les régions entre le deuxième et le troisième trimestre 2026, sauf à Béni Mellal-Khénifra (7,6 %). Il s'établit désormais à 4,6 % à Dakhla-Oued Ed-Dahab, 6,8 % à Tanger-Tétouan-Al Hoceima, 8,5 % à Souss-Massa, 9,0 % à Rabat-Salé-Kénitra et à Marrakech-Safi, 12,4 % à Fès-Meknès, 12,5 % à Laâyoune-Sakia El Hamra, 13,0% à Casablanca-Settat, 13,7 % dans l'Oriental, 14,7 % à Drâa-Tafilalet et 17,2 % à Guelmim-Oued Noun.

# Activités macroéconomiques & financières

## Banques multilatérales : 1,15 Md USD de prêts approuvés pour la BIRD entre le 1er juillet 2025 et le 30 juin 2026

L'enveloppe 2026 de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) se répartit en trois opérations : 500 M USD pour l'emploi et la croissance verte, 400 M USD pour le financement climatique et la gestion des risques et 250 M USD pour la transformation numérique. Les approbations pour le Maroc ont oscillé entre 1,75 et 1,85 Md USD par an de 2021 à 2025. Avec près de 21,4 % des 5,37 Mds USD engagés dans la zone Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan, le Maroc quitte toutefois le classement des top 10 emprunteurs de l'institution. Il y figurait sans interruption depuis six exercices et se retrouve désormais à 58 M USD de l'Ouzbékistan, dixième.

## Banques multilatérales : première émission de la Banque africaine de développement en dirhams marocains

La Banque africaine de développement (BAD) a réalisé une première émission obligataire en dirhams marocains pour 1 Md MAD le 30 octobre 2026. Réalisée sous le contrôle de Bank Al-Maghrib et de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), cette opération constitue un signal auprès des investisseurs. Elle permet à la fois de soutenir l'écosystème financier marocain, et en même temps de diversifier l'offre de financement de la BAD au Maroc. En ajoutant le dirham à ses principales devises de financement, la BAD entend réduire le risque de change pour les acteurs marocains.

## Dette extérieure : analyse du Rapport sur la dette internationale 2026 de la Banque mondiale

Selon le Rapport sur la dette internationale de la Banque mondiale, la dette extérieure du Maroc représente 80,5 Mds USD en 2025, soit une évolution de 17,8 % par rapport à 2024. Ce rythme est trois fois plus rapide que celui de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan qui a connu une évolution annuelle de +5,8 %. C'est principalement lié à l'effet du retour du Trésor sur le marché des émissions internationales (2,2 Mds EUR en 2025) et de l'OCP (1,75 Md USD). Par rapport à la région, la dette extérieure du Maroc pèse plus lourd dans son revenu : 45 % du RNB, contre 29 % en moyenne régionale. Rapportée aux exportations, elle reste en revanche dans la moyenne (102 %, contre 107 %). Le Maroc dépend moins des prêts d'autres États (16 % de sa dette publique, contre 27 % pour la région) et davantage des institutions multilatérales (49 %, contre 44 %). Enfin, il emprunte moins cher que ses voisins

: 1,9 % en moyenne auprès des créanciers publics (3,3 % pour la région) et 5,4 % auprès du privé (6,9 % pour la région), avec des maturités plus longues.

## OCDE : le Maroc classé parmi les 4 places principales dans le rapport 2026 sur les marchés de capitaux africains

Dans son rapport 2026 sur les marchés de capitaux africains, l'OCDE classe le Maroc parmi les quatre places principales du continent avec l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Nigéria. Casablanca est la 2ème capitalisation d'Afrique : 113 Mds USD fin 2025, soit 62 % du PIB, en hausse de 53 % sur un an. C'est aussi le marché qui a levé le plus en introductions en bourse en 2025 avec 658 M USD. Le pays est l'un des rares où les entreprises se financent vraiment par obligations, et il a lancé un marché à terme en 2026. Le point faible est l'épargne longue : les fonds de pension pèsent 6 % du PIB (contre 52 % en moyenne dans les pays de l'OCDE) et les assureurs 16 % (contre 85 % en Afrique du Sud).

## Investissement privé : plus de 14,4 Mds MAD mobilisés en 2025 par le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement

Au titre de l'exercice 2025 et selon le premier rapport d'activité annuel, le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement (FM6i) a mobilisé 7,2 Mds MAD de fonds propres, sur un capital initial de 15 Mds MAD. Dans le capital-investissement, les fonds qu'il soutient totalisent 18,7 Mds MAD. Sur ce montant, 14,4 Mds MAD ont été apportés par plus de 50 investisseurs institutionnels tiers, dont plus de 35 % de capitaux étrangers. Au total, 52 entreprises ont été financées, dont 27 *via* les activités de capital-investissement. Plus de la moitié de ces entreprises bénéficiaires sont des PME, avec un chiffre d'affaires inférieur à 175 M MAD. In fine, le nombre d'emplois soutenus est estimé à 15 000.

## PLF 2027 : 19,4 Mds MAD de charges de compensation programmées en 2027, après 22 Mds MAD en 2026

Pour 2027, le Gouvernement programme 19,4 Mds MAD pour subventionner le gaz butane, le sucre et la farine nationale, après un budget 2026 révisé à la hausse de 13,8 Mds MAD à 22 Mds MAD (intégrant les aides aux transporteurs). Selon le rapport annexé au PLF 2027, la charge nette de la compensation atteint 11,8 Mds MAD sur janvier-août 2026 (12,5 Mds MAD en brut). Dans le détail, le soutien au butane (61,79 MAD par bouteille de 12 kg en moyenne) pèse près de 9 Mds MAD (+4,95 %). Le sucre (3,67 MAD/kg) coûte 2 Mds MAD en net (après 0,7 Md MAD de restitutions à l'importation reversées à l'État) et la farine nationale environ 800 M MAD, sans aucune restitution versée sur le blé tendre importé.

# Grands projets, environnement, industries

## LGV : Jet Contractors décroche un marché de 438 M MAD pour la construction de cinq gares

L'ONCF a attribué à Jet Contractors le marché de construction de cinq nouvelles gares ferroviaires dans le cadre du projet de ligne à grande vitesse (LGV) entre Kénitra et Marrakech. Le montant de l'offre retenue s'élève à 438 M MAD hors taxes. Le projet prévoit la réalisation de la gare de la ligne à grande vitesse de la Ville verte de Benguérir, ainsi que celle du réseau express régional (RER) dans la même ville. Trois autres gares sont également concernées : Sidi Bou Othmane, Sidi Ghanem et le Grand Stade de Marrakech. Ces infrastructures doivent accompagner le développement des services ferroviaires sur l'axe Kénitra-Marrakech.

## Distribution : One Retail signe un partenariat avec Intersport

Le groupe H&S, via sa filiale One Retail, a signé en octobre dernier un partenariat avec Intersport prévoyant un déploiement de magasins d'articles de sport dans les principales villes du Royaume à l'horizon 2032, avec une première ouverture à Casablanca dès le premier semestre de l'année 2027. Pour mémoire, le groupement international, dont le siège est à Berne et qui fédère les coopératives nationales, dont Intersport France, a réalisé un chiffre d'affaires de 14,1 Mds EUR en 2025 et dispose d'un réseau de 5 260 magasins spécialisés répartis dans 40 pays.

## Industrie aéronautique : le Maroc atteint plus de 40 % d'intégration locale

Selon le rapport économique et financier accompagnant le projet de loi de finances 2027, le taux d'intégration locale dans l'industrie aéronautique marocaine dépasse désormais 40 %. Le secteur dispose aujourd'hui d'une base industrielle qui ne se limite plus à l'assemblage de composants, mais s'étend à des opérations plus complexes, notamment dans la fabrication et la maintenance d'équipements aéronautiques. Sur le plan commercial, les exportations ont atteint 29,1 Mds MAD en 2025. La tendance s'est poursuivie durant les neuf premiers mois de 2026, avec 26 Mds MAD de ventes à l'étranger, en hausse de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente, selon l'Office des Changes.

## Portuaire : Nador West Med entre en service

Le Prince héritier Moulay El Hassan a présidé le 31 octobre le lancement des opérations du premier terminal à conteneurs du complexe portuaire et industriel Nador West Med. Le terminal « Est », qui offrira à l'horizon 2030 une capacité de 3,5 millions de conteneurs, a mobilisé des investissements de l'ordre de 5 Mds MAD. Il a été concédé à un groupement composé de Marsa Maroc et de Terminal Investment Limited, filiale de l'armateur MSC, qui en assurera l'exploitation et la maintenance pour une durée de 25 ans. Le port comprend également un second terminal à conteneurs, le terminal « Ouest », d'une capacité de 1,8 million de conteneurs (3 Mds MAD d'investissement), concédé au groupement réunissant Marsa Maroc et CMA CGM ; sa mise en service est prévue en avril 2027.

## Phosphates : OCP SPS prévoit d'acquérir l'intégralité du capital d'Euro Maroc Phosphore

Annoncé par le groupe phosphatier en octobre dernier, le projet de prise de contrôle exclusif d'Euro Maroc Phosphore (Emaphos) a été notifié au Conseil de la concurrence. Emaphos est contrôlée conjointement par la société « OCP SA », la société allemande « Chemische Fabrik Budenheim KG » et la société belge « Prayon SA », chacune détenant un tiers de son capital social et des droits de vote y afférents. L'opération porte sur l'acquisition par OCP SPS, en deux étapes, de l'intégralité des participations détenues par les deux autres actionnaires d'Emaphos. Créée en 1996 à Jorf Lasfar, Emaphos a développé une plateforme industrielle spécialisée desservant une large gamme de marchés, notamment les engrais de spécialité, l'industrie agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique ainsi que les applications liées à la transition énergétique. Sa capacité de production, initialement établie à 140 000 tonnes par an, a été portée à environ 300 000 tonnes en 2023.

## Recyclage de batteries électriques : l'UE ferme l'accès de Cobco aux batteries usagées européennes

À compter du 9 décembre 2026, l'Union européenne interdira d'exporter au Maroc ses accumulateurs au lithium usagés, entiers ou broyés. Les recycleurs marocains pourront y vendre leur production, mais ne pourront plus s'y approvisionner. À Jorf Lasfar, Cobco, société associant la holding royale Al Mada et le chinois CNGR Advanced Material, a mis en service en janvier 2025 ses premières lignes de précurseurs de cathodes, destinés aux marchés européen et nord-américain. Lors de l'inauguration du site en juin 2025, l'entreprise a présenté le recyclage comme l'un de ses volets, avec une capacité annoncée de 30 000 tonnes de masse noire par an. En mars 2025, la Commission européenne a modifié sa liste des déchets pour classer comme dangereuses la masse noire et les batteries au lithium usagées. Or, le règlement européen sur les transferts de déchets, conforme à la Convention de Bâle, interdit d'exporter des déchets dangereux vers les pays qui ne sont pas membres de l'OCDE.

## Energies renouvelables : plus de 47 Mds MAD d'investissement prévus d'ici 2030 par MASEN

Le Rapport sur les établissements et entreprises publics accompagnant le projet de loi de finances pour 2027 prévoit plus de 47 Mds MAD d'investissement d'ici 2030 pour réaliser le portefeuille de projets renouvelables et de stockage de MASEN sur la période 2026-2030. Ce portefeuille représente 4 416 mégawatts (MW) de capacités, auxquels s'ajoutent 2 600 mégawattheures (MWh) de stockage par batteries. Le programme prévoit une montée en puissance progressive des capacités, notamment avec la mise en service de Noor Atlas. En 2028, le Rapport prévoit 3 924 MW de capacités solaires, accompagnées de 2 600 MWh de stockage par batteries, avec l'entrée en exploitation du reste des projets solaires du programme « Noor ». La capacité installée devrait ensuite atteindre 5 107 MW en 2029, après la mise en service des projets éoliens du programme « Nassim ». Pour la seule année 2027, les investissements de MASEN devraient s'établir à plus de 7 Mds MAD.

## Energies renouvelables : TAQA Morocco annonce le bouclage financier de la première phase du projet éolien de Boujmil

TAQA Morocco annonce le bouclage financier de la première phase du projet éolien de Boujmil, situé dans le nord du Maroc. Cette phase, d'une capacité de 96 MW, représente un investissement d'environ 1,3 Md MAD. Le bouclage financier marque la finalisation des accords contractuels et financiers, avec une première fourniture d'énergie prévue au second semestre 2027. Premier financement vert levé par TAQA Morocco, l'opération a été structurée auprès d'un consortium de banques marocaines composé de Banque Centrale Populaire, d'Attijariwafa bank, de Bank of Africa et de Saham Bank. Avec une capacité pouvant atteindre 144 MW à terme, le projet permettra de produire l'équivalent de la consommation électrique de 120 000 foyers et d'éviter l'émission d'environ 250 000 tonnes de $CO_2$ par an.

## Dessalement : 4 stations en construction et 11 programmées pour atteindre 2,3 Mds de $m^3$ en 2033

Le Gouvernement envisage de construire 15 nouvelles stations de dessalement d'eau de mer, qui viendront s'ajouter aux 17 stations déjà en service d'une capacité de production globale de 410 millions de $m^3$ par an ($Mm^3$/an). Le Royaume envisage de disposer à terme d'une capacité de production annuelle d'eau dessalée de 2,3 Mds de $m^3$, dont 1,3 Md de $m^3$ pour l'eau potable, 700 M de $m^3$ pour l'irrigation et 300 M de $m^3$ pour l'industrie. Sur ces 15 projets, 4 sont en cours de construction (Casablanca, Jorf Lasfar, Safi et Dakhla).

## Eau : un stock de 11,2 Mds m³ dans les barrages, deux fois supérieur à 2025, mais un Sud toujours en retrait

Au 26 octobre 2026, le taux de remplissage atteignait 66,3 %, contre 31,5 % un an plus tôt (+113 % en volume). Le Sebou (76 %), le Tensift (74 %), le Loukkos (74 %) et la Moulouya (73 %) sont satisfaisants, tandis que le Souss-Massa (47 %) et le Drâa-Oued Noun (38 %) restent en retrait. Au 31 octobre, les réserves s'élevaient à 11 206 Mm³ pour une capacité de 17 028 Mm³ (66 %), après un pic de 11 336 Mm³ le 23 octobre. Sur le mois, la Moulouya gagne 17 points grâce aux crues captées par le barrage Mohammed V (79 %) et l'Oum Er-Rbia remonte à 59 %, contre 9 % un an plus tôt. Le Maroc vise plus de 24 Mds m³ de capacité fin 2027, avec 14 grands barrages en chantier.

## Eaux et Forêts : 8,45 Mds MAD d'investissements programmés sur 2027-2029 et 76 000 hectares à reboiser en 2026

L'Agence nationale des eaux et forêts (ANEF) a investi 816 M MAD en 2025, soit 35 % de son enveloppe d'investissement (2,33 Mds MAD), et prévoit 940 M MAD en 2026, puis plus de 1 Md MAD en 2027. La campagne de reboisement 2025-2026 a porté sur 38 135 ha ; les programmes pour 2026 prévoient environ 76 000 ha de reforestation, 200 km de pistes et des compensations de mise en défens sur près de 84 000 ha. En 2025, 418 incendies ont parcouru 1 728 ha, 64 % de moins que la moyenne décennale. Le domaine forestier immatriculé atteint 6,8 M ha. Les investissements des établissements publics du secteur agriculture-pêche passent de 6,11 Mds MAD en 2025 à 9,15 Mds MAD prévus en 2027.

## Agriculture : lancement officiel de la campagne agricole 2026-2027 par le ministre de l'Agriculture, Khalid Hatimy

L'objectif porte sur plus de 4,9 M ha de céréales, légumineuses et fourrages, dont 540 000 ha en semis direct. L'État met à disposition 130 000 t de semences certifiées subventionnées à 50 %, vendues 2 700 MAD/t (blé tendre), 3 200 MAD/t (blé dur) et 2 500 MAD/t (orge), ainsi que 500 000 t d'engrais phosphatés. L'assurance multirisque climatique couvrira près d'un million d'hectares. Côté irrigation sont annoncées une station de filtration de 3 243 ha (15 M MAD) et la modernisation du canal de Zaidania (395 M MAD). Pour la COMADER, Rachid Benali rappelle que le secteur porte encore les séquelles de six années de sécheresse.

## Agriculture et pêche : les dépenses fiscales représentent 2,3 Mds MAD en 2026 contre 2 Mds MAD en 2025

Par rapport à 2025, les dépenses fiscales dans le domaine de l'agriculture et de la pêche ont augmenté de 17 % et représentent 6,2 % du total national (22 mesures sont recensées, et 18 sont évaluées). L'exonération de TVA sur les engrais bondit de 176 M MAD à 467 M MAD (+291 M MAD) et devrait atteindre 495 M MAD en 2027. Les facilités accordées au matériel agricole reculent de

664 à 628 M MAD, avant 665 M MAD prévus en 2027 ; l'exonération sur les pompes solaires est stable à 160 M MAD.

## Agriculture : la récolte de dattes atteindrait un record à 177 000 t, mais toujours inférieure à la consommation

À l'ouverture du 15ème salon SIDATTES à Erfoud, le 28 octobre 2026, Khalid Hatimy a annoncé une production de 177 000 t pour 2026-2027 (+11 %). La consommation nationale oscille entre 220 000 t et 250 000 t par an, et le ministre a appelé à renforcer la production et à réguler les importations. Drâa-Tafilalet concentre 83 % de la récolte, devant le Souss-Massa et l'Oriental (7,5 % chacun). La filière génère plus de 3 Mds MAD de valeur ajoutée et 3,4 millions de journées de travail par an. Le programme de réhabilitation des oasis de Drâa-Tafilalet (2021-2030), doté de 792 M MAD, a distribué plus de 917 000 plants sur un objectif de 2,6 millions.

## Agriculture : les producteurs accusent la baisse de l'offre et la hausse des coûts pour la tomate

Fin octobre 2026, la tomate s'est vendue jusqu'à 8 MAD/kg en gros et 10 à 11 MAD/kg au détail à Meknès ; à Chtouka, les prix de gros allaient de 3 à 10 MAD/kg selon la qualité. Les professionnels invoquent la fin de la production dans les Doukkala, le retard de maturation dans le Souss, des viroses qui pèsent sur les rendements et la hausse des coûts (intrants, engrais, main-d'œuvre). Certains producteurs réduisent leurs surfaces, voire abandonnent la culture. Selon l'Association des producteurs de Chtouka, même les exploitations les plus tournées vers l'étranger n'exportent que 50 à 60 % de leur récolte, le reste allant au marché national. Et d'après Hicham Meknassi, opérateur du marché de gros de Meknès, les exportateurs manquent eux-mêmes de tomates à expédier.

## Agriculture : le blé tendre importé s'effondre, le maïs et le blé dur canadien prennent le relais

Selon la FNCL, le Maroc a importé 3,98 Mt de céréales et dérivés entre juin et octobre, soit 20 % de moins qu'un an plus tôt. Le blé tendre chute de 75 % à 516 000 t grâce à la bonne récolte 2026, tandis que les dérivés pour l'alimentation animale progressent de 30 % à 1,04 Mt, dont les tourteaux de soja (+52 %, à 446 000 t). L'Argentine devient le premier fournisseur (1,52 Mt, surtout du maïs), devant la France (571 000 t, surtout du blé tendre) et le Canada (471 000 t). L'USDA anticipe des achats marocains de blé d'environ 4 Mt en 2026-2027 (-40 %). Faute d'une collecte nationale suffisante, la prime à l'importation du blé tendre destiné à la minoterie est toutefois réactivée jusqu'au 31 décembre. Le rapport sur la compensation, relayé le 3 novembre, chiffre à 10,6 Mt les importations de la campagne 2025-2026 (+7 %), dont 5,1 Mt de blé tendre et 3,7 Mt de maïs, et à 1,1 Md MAD le soutien au blé tendre et à la farine en 2025.

## Elevage : le quota 2026 de 300 000 bovins importés exonérés de droits de douane et de TVA est épuisé depuis la mi-octobre

Les arrivages ont tourné autour de 24 000 têtes par mois, avec des pics à plus de 44 000 en juin et juillet et des creux à 17 000 en août-septembre. Le Brésil fournit plus de 90 % des animaux ; 37 entreprises ont participé aux opérations. Lors du lancement de la campagne agricole le 7 novembre, le ministère a annoncé le maintien des incitations à l'importation de génisses et de reproducteurs, mais une réduction progressive des importations de bovins d'abattage.

## Indicateurs macroéconomiques 2026

| | Taux de croissance du PIB réel | Taux d'inflation | Taux de chômage | Déficit courant | Déficit budgétaire | Dette du Trésor |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Banque mondiale | 4,4 % | 1,2 % | - | 3,6 % | 3,5 % | 65,6 % |
| FMI | 4,5 % | 0,9 % | 12,2 % | 4,9 % | 3,9 % | 65,9 % |
| Bank Al-Maghrib | 4,4 % | 0,7 % | - | 3,1 % | 3,4 % | - |
| Haut-Commissariat au Plan | 4,8 % | - | - | 1,9 % | 3,4 % | 65,8 % |

## Indicateurs macroéconomiques 2027

| | Taux de croissance du PIB réel | Taux d'inflation | Taux de chômage | Déficit courant | Déficit budgétaire | Dette du Trésor |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Banque mondiale | 4,0 % | 1,8 % | - | 2,4 % | 3,3 % | - |
| FMI | 4,2 % | 1,4 % | 11,3 % | 4,1 % | 3,2 % | - |
| Bank Al-Maghrib | 2,9 % | 1,5 % | - | 3,0 % | 3,5 % | - |
| Haut-Commissariat au Plan | 3,0 % | - | - | 3,6 % | 3,2 % | 65,2 % |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : François Sporrer

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : marina.kosowski@dgtresor.gouv.fr